

La modernité sur le banc des accusés



FERGHANE AZIHARI* • Mars 2022

Résumé

- Les humains ont toujours cherché à donner du sens aux catastrophes qui les affligent. Partout, la lecture divine fut la première explication de ces calamités. On dit de cette lecture qu'elle est « finaliste » : elle recourt à des dieux qui utilisent une nature infallible qui poursuit un but rationnel pour châtier les déviants. La plupart des religions usent et abusent de cette lecture dans leurs mythes fondateurs. En dépit du recul des croyances censé caractériser notre époque on ne peut s'empêcher de déceler ici et là les résidus d'une attitude finaliste qui s'ignore.
- La pandémie aura révélé la popularité de cette culpabilisation réactionnaire qui se plaît à opposer la santé au progrès de la civilisation. Des voix écologistes se sont élevées pour accuser l'artificialisation, l'urbanisation et l'industrialisation du monde des maux qui nous accablent. Ces processus exposeraient l'homme à des fléaux sanitaires inédits. La maladie n'a pourtant pas attendu que l'humanité soit hyperconnectée pour l'accabler de diverses souffrances. Le préjugé qui voudrait que la civilisation dégrade la condition physique de l'homme se heurte enfin à une multitude de données accessibles à tous. L'être humain n'a jamais été en aussi bonne santé qu'aujourd'hui. Le passage de 1 milliard d'êtres humains en 1800 à 7,7 milliards d'individus aujourd'hui ne s'explique pas par la libération de nos pulsions reproductives.
- Cette évolution est surtout le signe de la défaite que nous infligeons à la mort prématurée depuis deux siècles. Notre espérance de vie a gagné quarante années durant ce même laps de temps. La proportion de décès liés aux maladies infectieuses et transmissibles ne cesse de baisser depuis deux siècles. Nous devons ces exploits à des industries médicale et pharmaceutique capables de fournir leurs services à une échelle massive. Or, cette capacité est le produit de la mondialisation, de ses avantages comparatifs et de ses économies d'échelle.

* L'auteur est Ferghane Azihari en politiques publiques et délégué général de l'Académie libre des sciences humaines.

Les hommes ont toujours cherché à donner du sens aux catastrophes qui les affligent. Partout, la lecture divine fut la première explication de ces calamités. On dit de cette lecture qu'elle est « finaliste » : elle recourt à des dieux qui utilisent une nature infallible qui poursuit un but rationnel pour châtier les déviants. La plupart des religions usent et abusent de cette lecture dans leurs mythes fondateurs. Ce n'est pas seulement vrai du judéo-christianisme. Songeons à ces païens qui sacrifiaient leurs semblables en espérant que les dieux leur offrent une météo plus clémente en retour.

On sait que la révolution scientifique européenne qui a eu lieu entre les XVIe et XVIIe siècles a été permise par le recul de la lecture providentialiste et finaliste des événements naturels. En dépouillant la nature de causes finales rationnelles et en la réduisant à une succession de mouvements aléatoires, il était plus facile pour l'homme de s'ériger en « maître et possesseur » de la nature ou « interprète et ministre » de celle-ci, pour reprendre les célèbres formules de René Descartes et Francis Bacon. Toutefois, en dépit du recul des croyances censé caractériser notre époque (le fameux désenchantement du monde de Max Weber), on ne peut s'empêcher de déceler ici et là les résidus d'une attitude finaliste qui s'ignore.

Ainsi a-t-on pu entendre en France un Nicolas Hulot, célèbre figure écologiste et ancien ministre de l'Environnement, proclamer que la pandémie que nous vivons était un « ultimatum » de la nature contre nos sociétés avides de flux commerciaux. Simple métaphore poétique ? À ceci près que les élucubrations favorables à un « monde d'après » délivré des méfaits de la société marchande entretenaient l'idée que la nature sauvage, laissée à elle-même, est tellement bien ordonnée qu'elle n'aurait jamais eu l'idée de nous accabler si nous ne l'avions pas provoquée en premier lieu.

Cette lecture mystique de la nature n'est pas sans rappeler une certaine attitude rousseauiste. « Tout est bien sortant des mains de la nature, tout est mal en sortant des mains de l'homme », écrivait le philosophe genevois dans l'Émile, à une époque où la bienveillante nature n'était pas suffisamment généreuse pour nous offrir une espérance de vie au-delà de 35 ans. Même les catastrophes naturelles les plus remarquables de l'histoire moderne n'ont guère infléchi les positions de l'auteur du Contrat social.

En 1755 survient le tremblement de terre de Lisbonne qui traumatise le Vieux Continent. Alors que l'intelligentsia européenne s'interroge sur le sens de cette calamité survenue dans un pays très catholique, Rousseau ne se joint pas au concert d'indignations animé par Voltaire, qui déplore la cruauté du sort qui s'abat sur le Portugal. Au contraire, il lui écrit une lettre qui soutient que le coupable est encore l'homme civilisé. Selon lui, le séisme aurait fait moins de victimes si Lisbonne avait été moins densément peuplée. Rousseau vante une fois de plus les sauvages dispersés dans le désert dont le mode de vie sobre et isolé les protège de la plupart des risques naturels. Discours extrémiste ?

Rousseauisme sanitaire

La pandémie aura pourtant révélé – non sans consternation – la popularité de cette culpabilisation réactionnaire qui se plaît à opposer la santé au progrès de la civilisation. Des voix écologistes se sont élevées pour accuser l’artificialisation, l’urbanisation et l’industrialisation du monde des maux qui nous accablent. Ces processus exposeraient l’homme à des fléaux sanitaires inédits. Les centaines de milliers de victimes que provoque le paludisme par an – à la périphérie des pays qui ont asséché leurs zones humides – seront ravies d’apprendre que sanctuariser la nature sauvage suffit à la rendre bienveillante. Sans surprise, les nationalistes se joignent à ce procès à charge contre la modernité. Localistes et nationalistes s’unissent pour nous expliquer que les interconnexions qui lient les nations créeraient un risque insupportable en matière d’approvisionnement des biens de nécessité, dans la mesure où chaque pays s’exposerait aux malheurs de ses voisins. Selon cette logique, la sécurité humaine commanderait que chaque pays se recroqueville dans ses « frontières naturelles ».

La maladie n’a pourtant pas attendu que l’humanité soit hyperconnectée pour l’accabler de diverses souffrances. L’avion n’existait pas et les migrations étaient faibles lorsque la peste noire décimait un tiers de la population européenne au Moyen Âge. Les famines scandaient la vie des hommes lorsque les moyens de transport et de communication étaient rudimentaires. Une mauvaise récolte dans une localité suffisait à exposer ses habitants à une intolérable insécurité alimentaire. Cette insécurité était attestée par une extrême volatilité des prix. C’est avec l’ouverture du monde qu’elle a diminué. L’année dernière, la presse internationale révélait que de nombreux paysans africains voyaient leurs récoltes détruites par des nuées de criquets. Gageons que ces derniers seront heureux d’importer les denrées et les pesticides synthétiques des nations exportatrices. Derrière l’idée qu’il faille réduire notre dépendance vis-à-vis du monde pour sécuriser nos approvisionnements se cache une étrange conviction. Celle que notre nation serait par essence immunisée contre l’imprévu quand seul le « métèque » serait soumis à toutes sortes de risques naturels et industriels. Quel tour de magie administre une telle protection xénophobe ?

Le préjugé qui voudrait que la civilisation dégrade la condition physique de l’homme se heurte enfin à une multitude de données accessibles à tous. L’être humain n’a jamais été en aussi bonne santé qu’aujourd’hui. Le passage de 1 milliard d’êtres humains en 1800 à 7,7 milliards d’individus aujourd’hui ne s’explique pas par la libération de nos pulsions reproductives. Cette évolution est surtout le signe de la défaite que nous infligeons à la mort prématurée depuis deux siècles. Notre espérance de vie a gagné quarante années durant ce même laps de temps. La proportion de décès liés aux maladies infectieuses et transmissibles ne cesse de baisser depuis deux siècles. Nous devons ces exploits à des industries médicale et pharmaceutique capables de fournir leurs services à une échelle massive. Or, cette capacité est le produit de la mondialisation, de ses avantages comparatifs et de ses économies d’échelle.

La vitesse à laquelle les vaccins ont été mis sur le marché fait partie de ces prouesses à mettre au crédit de nos sociétés ouvertes. Quelques mois ont suffi pour concevoir, industrialiser et distribuer les vaccins qui protégeront notre espèce du virus qui a fait irruption dans nos existences. Hier, les délais pour concevoir et distribuer ce genre de technologies étaient beaucoup plus longs. Pour la poliomyélite, la fièvre typhoïde ou la méningite, il a fallu attendre plusieurs décennies entre le moment où ces maladies étaient comprises et celui où des vaccins contre ces fléaux devenaient accessibles. L'ouverture du commerce et de la concurrence internationale a accéléré la vitesse de la recherche, même s'il faut évidemment déplorer les importantes inégalités vaccinales entre les pays du Nord et ceux du Sud. Ces inégalités démentent toutefois le préjugé rousseauiste qui voudrait que la frugalité des sociétés « plus proches de l'état de nature » leur confère une plus grande résilience face à la maladie. Il n'en est rien.

La pénurie vaccinale qui affecte les pays du Sud révèle une fois de plus le prix cruel du sous-développement. Il est à ce propos regrettable qu'aucune personnalité ne souligne les véritables causes de ce désastre humanitaire. À titre d'exemple, un économiste comme Jean Tirole, titulaire du prix Nobel d'économie, s'est contenté d'appeler les pays riches à leur devoir de solidarité, perpétuant le préjugé condescendant que les pays du Sud sont destinés à demeurer dans la mendicité perpétuelle.

Peu de gens se donnent la peine de relever le poids de la corruption et des dysfonctionnements politiques et institutionnels qui expliquent que certains pays ont connu une insuffisante croissance économique ces dernières décennies. N'est-ce pas là la marque d'une absence d'ambition pour les pays du Sud ? Prenons l'exemple de l'Afrique subsaharienne. Son PIB par habitant s'élevait à 1'350 dollars en 1950, contre 3'500 dollars en 2018. En comparaison, le PIB par habitant d'Israël est passé de 4'500 dollars à 33'000 dollars pendant la même période. On comprend alors que l'État hébreu ait mené une campagne de vaccination exemplaire quand le continent noir est à la peine.

Partant de ce constat, il est tentant de réécrire l'histoire. N'aurions-nous pas vaincu cette pandémie plus vite encore si la croissance des pays industrialisés et de l'ensemble de l'humanité n'avait pas été freinée par des régimes politiques... perfectibles ? Telle est la perversité des obstacles politiques au progrès économique et technologique. Leurs coûts sont tellement diffus dans l'espace et dans le temps qu'ils n'indignent personne. Il est rare en effet que les électeurs sanctionnent dans l'immédiat des dirigeants au motif que la performance économique d'un pays est sensiblement inférieure à celle qui aurait dû être la sienne s'il avait été plus sobrement et justement gouverné. Ce n'est que plusieurs générations plus tard que les électeurs prennent conscience du déclassement silencieux qui s'est opéré.

La modernité au prisme du défi écologique

La critique rousseauiste des risques provoqués par la modernité n'a évidemment pas attendu la pandémie pour occuper le devant de la scène. Marginalisée pendant les XVIIIe et XIXe siècles qui propagent une foi aveugle dans le progrès, elle

retrouve ses lettres de noblesse au cours du XXe siècle. Ce dernier enfante les premières guerres totales et les génocides industrialisés. À travers la guerre froide, il fait planer la menace d'une apocalypse nucléaire. Le progrès technique devient dans l'imaginaire collectif synonyme de domination. La repentance coloniale européenne renforce ce schéma puisqu'elle commémore les torts faits aux « peuplades non civilisées » par des sociétés plus avancées sur le plan technique et qui sont réputées (à tort) détenir le monopole de l'avidité impériale.

Émerge ensuite le mouvement écologiste. Sa particularité ne réside pas tant dans le désir de sauvegarder un environnement épanouissant pour l'être humain. En réalité, cette préoccupation est universelle et précède la naissance des premiers partis verts dans les pays occidentaux. Dans l'Antiquité, on pouvait déjà lire sous la plume de Sénèque ou d'Horace des commentaires acerbes sur les fumées toxiques qui souillaient l'atmosphère de Rome et qui défiguraient les bâtiments qui perdaient leur blancheur immaculée. De la même manière, les sociétés d'Ancien Régime, confrontées à toutes sortes de pollutions organiques et artisanales mal maîtrisées, étaient déjà le foyer de législations environnementales sévères. C'est au XVIe siècle que le poète français Ronsard dénonce la destruction de la forêt de Gastine. La nouveauté du mouvement écologiste est ailleurs. Tandis que les nuisances environnementales ont longtemps été perçues comme des fléaux naturels que le progrès technique devait atténuer, les écologistes accusent au contraire le progrès des arts, des sciences et des techniques d'exposer les sociétés humaines à des maux plus grands que ceux qu'il prétend combattre.

Il s'ensuit une lecture décliniste de l'histoire environnementale de l'humanité. Là encore, adoptant une attitude rousseauiste, les écologistes dépeignent l'état de nature comme un havre environnemental qui a été détruit par la société moderne et productiviste. Cette nostalgie prend parfois des formes radicales. En 1972, l'anthropologue Marshall Sahlins publie un ouvrage qui prétend que les chasseurs-cueilleurs avaient un niveau de vie plus confortable que les premiers paysans qui émergent à la suite de la révolution néolithique. Évidemment, peu d'écologistes réclament le retour à l'âge des cavernes. Il n'en demeure pas moins que ce récit a pour ambition de fragiliser le récit moderne hérité des Lumières et qui conçoit l'histoire de l'humanité comme un processus qui tend inexorablement vers l'amélioration de la condition humaine. L'anthropologue David Graeber, récemment décédé, admettait d'ailleurs que les travaux de Sahlins avaient joué un rôle clef dans l'émergence des mouvements décroissants dans les années septante.

Mais parmi les disciples de Rousseau qui regrettent la prospérité primitive, peu savent que les chasseurs-cueilleurs, loin d'être en harmonie avec leur environnement, tuaient régulièrement leurs enfants pour compenser le fait que leur mode de vie était essentiellement fondé sur le parasitisme : contrairement à l'agriculture, la chasse et la cueillette n'offrent en effet aucune richesse et se contentent de prélever ce que le monde sauvage met naturellement à disposition. On se doute cependant que ces quelques subsistances ne suffisent pas à faire vivre une collectivité développée. À l'inverse, l'agriculture réduit les infanticides. Mieux ! « Les agricultures sédentaires

connaissaient des taux de reproduction sans précédent », reconnaît l'anthropologue James Scott, qui fait néanmoins partie de ceux qui accusent la sédentarisation d'avoir appauvri l'existence humaine. Les enfants passent du statut de nuisibles à celui de main d'œuvre agricole utile. Les pessimistes, comme le philosophe écologiste Dominique Bourg, déploreront que cette innovation ait « fini par provoquer une embellie démographique, rendant tout retour en arrière impossible ». Les optimistes insisteront sur le fait que la vie humaine peut se multiplier malgré la hausse de la mortalité provoquée par les maladies momentanément aggravées par la sédentarité.

La critique de la sédentarisation n'est qu'un exemple extrême de nostalgie préindustrielle qui prévaut au sein des mouvements écologistes. Il est évidemment des critiques plus conciliantes. C'est le cas de l'économiste Serge Latouche, pionnier de la décroissance en France, pour qui le péché originel de nos sociétés réside dans la révolution industrielle. Ainsi, selon Serge Latouche la qualité de l'air et de l'eau fait partie des « pertes provoquées par le productivisme qu'il est tout à fait légitime de déplorer et souhaitable de récupérer ». Si on le suit littéralement, les sociétés préindustrielles bénéficiaient d'une eau pure et d'un air immaculé. Mais un tel énoncé relève de ce que le philosophe Zygmund Bauman appelle une « rétrotopie » : la tentation de fantasmer sur un passé idéalisé qui n'existe que dans la tête de son conteur. Pour celui qui a étudié l'histoire environnementale des sociétés humaines, il est évident que la pollution de l'air tuait une proportion plus forte de gens au Moyen Âge qu'au XXI^e siècle, c'est-à-dire à une époque où les hommes recouraient à ce procédé très toxique qu'est la combustion du bois pour se chauffer et s'alimenter.

L'historien Emmanuel Le Roy Ladurie rappelle quant à lui qu'il fut un temps où le vin était considéré comme une boisson plus saine que l'eau. C'était évidemment l'époque où les infrastructures destinées à traiter, recycler et acheminer une eau potable n'existaient pas. Notons à ce propos que les décès liés à la pollution de l'air et de l'eau ne cessent de reculer dans les pays qui s'enrichissent et qui obtiennent les moyens de se procurer des technologies plus sûres pour se chauffer, cuisiner, se déplacer ou produire toutes sortes de biens et de services. Un dernier exemple notable est celui de la déforestation. Alors que les surfaces dédiées aux forêts ne cessent d'augmenter sur le Vieux Continent, il faut rappeler que le déboisement n'est, là encore, aucunement une invention de la modernité. Dans les temps reculés où l'on dépendait du bois pour se chauffer et se loger et où les systèmes agricoles avaient de faibles rendements à l'hectare, le déboisement était une pratique courante. Or, de nombreux spécialistes estiment que nous atteindrons bientôt le moment où nous n'aurons plus besoin de déforester pour nourrir la population humaine, grâce aux progrès agronomiques qui permettent aux humains de produire plus de nourriture sur une même surface de terre. Ces dernières décennies, la surface de terre nécessaire à la production d'une même unité de nourriture a été réduite de 66 %. Voilà de quoi donner quelques maux de tête aux disciples de Rousseau.

Concédonsons-leur néanmoins un point. Les sociétés modernes n'ont pas obtenu leur confort gratuitement. Elles ont échangé d'anciens fléaux contre de nouveaux risques. Le changement climatique anthropique est aujourd'hui celui qui est sur

toutes les lèvres. Toutefois, ce risque n'est pas un prétexte pour laisser la nostalgie préindustrielle déformer notre perception des risques actuels. Car nos sociétés disposent de toute l'ingéniosité nécessaire pour affronter ce nouveau défi planétaire. Mais encore faut-il que les solutions les plus évidentes, les plus justes, les plus efficaces et les plus économes ne soient pas ardemment combattues par ceux-là mêmes qui pratiquent le catastrophisme à titre professionnel.

On pense en effet à l'hostilité des mouvements écologistes au nucléaire, soit « la seule source d'énergie sans carbone qui puisse distribuer de l'énergie fiable jour et nuit, peu importe la saison, presque partout sur terre, et qui ait démontré son efficacité à grande échelle », ainsi que le rappelle Bill Gates dans son dernier ouvrage¹. Couplée à l'efficacité croissante des procédés industriels, cette énergie explique les performances d'un pays comme la France, qui émet moins de CO₂ par tête que l'Afrique du Sud « malgré » un PIB par habitant trois fois supérieur. Preuve que cette pollution industrielle entretient avec la richesse une relation un peu plus complexe que celle qui est habituellement décrite dans les médias. Rappelons en effet qu'entre 1979 et 2017, les émissions territoriales françaises de CO₂ par tête ont décliné de 46 % quand le PIB par habitant a augmenté de 60 % sur la même période. On rétorquera que les Français compensent cette vertu en consommant des produits carbonés importés (ce que les autres pays font aussi). Néanmoins, les émissions importées peuvent être réduites en diffusant les progrès techniques dont nous bénéficions chez nos partenaires commerciaux.

La réponse la plus juste et efficace au changement climatique est ainsi toute trouvée. Seules l'expansion rapide et l'universalisation de l'énergie atomique permettraient de décarboner l'électricité mondiale, d'envisager dans un futur proche la capacité de synthétiser des carburants propres, de développer des technologies à émissions négatives, sans renoncer à améliorer le sort des pauvres, le tout au prix d'une pollution maîtrisable. Incontestablement, ce processus sera laborieux. Il nécessite une prise de conscience collective. Il requiert que les consommateurs, les épargnants, les producteurs et les investisseurs que nous sommes tous à notre humble échelle bâtissent des coopérations pour doter notre espèce d'une filière nucléaire ambitieuse et conquérante. L'alternative à l'atome serait d'employer des énergies diffuses et intermittentes comme l'éolien et le solaire qui, de l'aveu de leurs partisans, seraient incapables d'alimenter une civilisation développée.

Dans son ouvrage *Notre environnement synthétique*, le philosophe écologiste Murray Bookchin écrit avec enthousiasme que la généralisation de l'éolien et du solaire nous conduirait à des sociétés plus « décentralisées ». Il entendait par là des communautés humaines plus petites et une économie moins intensive en capital. Autrement dit, ces énergies sont faites pour des tribus de petits paysans, de petits artisans et de petits commerçants. Elles nous ramèneraient tout droit au Moyen Âge et à l'existence pénible à laquelle l'humanité tente d'échapper depuis deux siècles d'industrialisation. Ainsi apparaît l'imposture du mouvement écologiste, lequel désire moins assurer notre sécurité environnementale qu'en finir avec la société moderne au

¹ Bill Gates (2021), « Climat : comment éviter un désastre », Éditions Flammarion.

nom de l'éternel fantasme rousseauiste idéalisant l'état de nature. Il est en effet intéressant de noter que figurent parmi les décroissants des gens qui redoutent la capacité de la civilisation industrielle à surmonter les défis environnementaux.

André Gorz, l'un des pères spirituels de la décroissance, admettait que le mouvement écologiste naît bien avant que la dégradation de l'environnement pose des problèmes de sécurité pour l'humanité : « Il est né originellement d'une protestation spontanée contre la destruction de la culture du quotidien par les appareils de pouvoir économique et administratif », écrit-il dans un texte célèbre publié en 1974. Aussi insistait-il auprès de ses partisans sur le sens réel de la lutte écologiste en les invitant à ne pas se contenter de critiquer le capitalisme sur le terrain de la qualité de l'environnement dans la mesure où cet impératif finirait par être pris en compte par le système honni : « C'est pourquoi il faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? ».

En 1975, l'écologiste Paul Ehrlich se montrait tout aussi explicite sur le fait qu'offrir à l'humanité les solutions les plus évidentes n'était pas une fin en soi si cela impliquait de décupler la richesse et la puissance de notre espèce. Ainsi écrivait-il que donner à l'humanité une énergie abondante et accessible serait « moralement équivalent au fait de donner une mitraillette à un enfant idiot ». Aujourd'hui, le philosophe franco-suisse Dominique Bourg se fait l'écho de ce nouveau puritanisme qui ne dit pas son nom quand il juge qu'au-delà de ses avantages sur le plan climatique, le risque de l'énergie nucléaire est une « fuite en avant » développementiste : « On a envie de maintenir notre niveau de vie, donc on souhaite à tout prix le conserver avec le nucléaire, mais ce n'est pas la bonne solution ».

Il faut ici relever une véritable contradiction chez les écologistes. Ces derniers s'inquiètent – à juste titre – des conséquences du changement climatique en raison de ses potentielles répercussions négatives sur le plan matériel. La littérature scientifique anticipe en effet une montée des eaux, une augmentation des risques d'inondation, de sécheresse et d'événements météorologiques extrêmes. Toutes choses égales par ailleurs, ces événements pourraient infliger à l'humanité d'importants dégâts sur le plan sanitaire et économique. N'est-ce pas ce qui rend le changement climatique anthropique inquiétant ? Dès lors, si le but est de sauvegarder un environnement compatible avec le niveau de vie le plus élevé possible, à quoi bon redouter les maux d'un changement climatique non maîtrisé si c'est pour assigner les hommes aux fléaux de la pauvreté ?

On comprend alors à quel point les solutions environnementalistes qui ne cherchent pas à assurer aux hommes le niveau de vie le plus élevé – conformément à la finalité même des sociétés humaines – ne sont guère crédibles. D'autant que les avantages des sociétés riches ne se limitent pas à de simples considérations matérielles, sanitaires ou à leur capacité à offrir à leurs membres plus de temps de loisir.

La richesse procure aussi un plus haut niveau de résilience face aux aléas naturels et climatiques. C'est un fait que l'histoire et le présent attestent.

La population mondiale a été multipliée par quatre depuis le début du XXe siècle. Elle n'a jamais été aussi riche, urbaine et interconnectée. Dans le même temps, le nombre de victimes que les catastrophes naturelles causent n'a jamais été aussi faible. L'observation des catastrophes naturelles montre en effet que leur gravité diminue au rythme de l'enrichissement des sociétés et de leurs capacités grandissantes à investir dans des technologies et des infrastructures plus sophistiquées. C'est pourquoi un pays comme Haïti a connu plus de 230'000 décès à la suite d'un séisme d'une magnitude de 7.0 en 2010, quand le Chili a subi quelques semaines plus tard un séisme plus violent qui n'a fait « que » 525 morts et 23 disparus.

De la même manière, le Bangladesh peut subir trois cyclones d'une importante intensité en 1970, en 1991 et en 2007 en voyant entre-temps le nombre de décès à la suite de ces intempéries passer de plus 500'000 à 139'000 puis à 15'000 à mesure que le pays s'enrichit. Les inondations font moins de dégâts chez ceux qui peuvent ériger des digues, aménager des polders pour gagner des terres fertiles sur la mer, construire des systèmes de drainage pour maîtriser la quantité d'eau dans le sol, payer des dispositifs d'alerte ou financer des mesures d'éloignement des populations. Les Néerlandais ont développé dans ce domaine une compétence qui servira de modèle au monde entier.

La sécheresse ne provoque pas de pénurie d'eau dans les pays qui ont les moyens de dessalement, ainsi que nous le montrent les Israéliens. Les aléas climatiques ne débouchent pas sur des famines dans les systèmes agricoles modernes où l'on recourt à l'irrigation, aux pesticides et à des pratiques agronomiques avancées, comme la sélection ou l'invention de variétés résistantes au stress hydrique. Enfin, les maladies – comme le paludisme – peuvent être éradiquées indépendamment du climat par la destruction des habitats des moustiques, l'emploi d'insecticides et l'accès aux médicaments appropriés. C'est de cette manière que ce fléau a déserté les pays riches.

Dès lors, il ne faut pas se tromper de combat. La menace qui pèse sur l'humanité est moins le changement climatique que les obstacles aux progrès économiques et technologiques qui lui permettraient de combattre ce phénomène et de s'y adapter. Nos sociétés seraient donc bien inspirées de tenir ces obstacles le plus loin possible des classes industrielles des solutions dont nous avons urgemment besoin. Prométhée n'a pas fini de nous émerveiller, à condition que nous nous abstenions de l'enchaîner.



INSTITUT LIBÉRAL
Au service de la liberté

Impressum

Institut Libéral
Boulevard de Grancy 19
1006 Lausanne, Suisse
Tel.: +41 (0)21 510 32 00
liberal@libinst.ch

Cette contribution est un chapitre du livre « Les défis de l'après-Covid » publié par l'Institut Libéral en 2021. Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur www.institutliberal.ch.

Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle. Toutes les publications et communications de l'Institut contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.
Copyright 2022, Institut Libéral.